

Élections 2017 : pourquoi l'opposition métropoles-périphéries n'est pas la clé

Synthèse

Frédéric Gilli,
*chercheur associé à
Sciences Po, directeur
associé de l'agence
Grand Public*

Bruno
Jeanbart, *directeur
général adjoint
d'OpinionWay*

Thierry Pech,
*directeur général de
Terra Nova*

Pierre Veltz, *sociologue
et économiste*

13 octobre 2017

Les résultats électoraux récents ont souvent été lus à la lumière d'une opposition entre centres et périphéries. Selon cette théorie, la distance des électeurs au cœur des métropoles serait une variable explicative de leur choix : les publics métropolitains seraient dans une dynamique d'adhésion au « système », à la mondialisation et au paradigme de la « société ouverte », et ceux des périphéries, au contraire, dans une dynamique de rejet se traduisant par une propension à voter pour le Front national.

Les résultats électoraux du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 invitent à réviser ces représentations. De leur examen, il ressort en effet que : 1) le vote en faveur d'Emmanuel Macron n'a pas de forte polarisation territoriale ; 2) le vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon n'est pas non plus fondamentalement clivé sur un axe centre vs périphérie ; 3) le critère géographique joue davantage dans les cas de François Fillon et de Marine Le Pen, mais n'y est pas plus déterminant que le sexe ou l'âge.

Ces analyses ne conduisent pas à congédier la géographie mais à lui rendre sa complexité et à la remettre à sa juste place : non seulement notre système spatial ne se résume pas à une opposition centre vs périphérie, mais les critères territoriaux du vote doivent être réintégrés dans un ensemble de causalités où les facteurs économiques et sociaux, ainsi que les héritages politiques, jouent un rôle souvent tout aussi puissant.

SOMMAIRE

1. Les centres contre les périphéries ?	3
2. Le démenti de l'élection présidentielle de 2017	4
3. Les critères qui ont le plus pesé sur le vote	9
4. Les pièges du « cartographisme »	12
5. Conclusion	18
Annexe 1 : Note sur le calcul de l'importance du critère géographique dans le vote	20
Annexe 2 : Aperçu sur les cas américain et britannique	24

Ces dernières années, les résultats électoraux ont souvent été lus à la lumière d'une opposition, voire d'une confrontation entre centres métropolitains et périphéries¹. Selon cette théorie, la distance des électeurs aux centres métropolitains serait une variable explicative de leur choix : les publics métropolitains seraient dans une dynamique d'adhésion au « système », à la mondialisation et au paradigme de la « société ouverte », et ceux des périphéries, au contraire, dans une dynamique de rejet se traduisant par une plus propension croissante à voter pour le Front national.

Malgré les apparences de réalité que lui confèrent les nombreuses cartes publiées dans la presse au lendemain de chaque élection nationale, on est fondé à douter de la pertinence de ce cadre d'analyse. Les résultats électoraux récents – et notamment ceux du premier tour de l'élection présidentielle française de 2017 – racontent une histoire assez différente. Non que le facteur géographique soit inexistant, mais il n'a rien d'hégémonique et ne saurait se résumer à la simple opposition entre métropoles et périphéries. En révélant un paysage beaucoup plus complexe où s'entrelacent des dynamiques sociales, territoriales, économiques et politiques, les élections de 2017 nous invitent à réviser en profondeur nos représentations.

1. LES CENTRES CONTRE LES PÉRIPHÉRIES ?

L'opposition politique entre centres et périphéries a été largement façonnée par la diffusion des analyses du géographe Christophe Guilluy². Selon cette théorie, les centres des grandes agglomérations seraient parfaitement intégrés dans les flux de la mondialisation, concentrant les opportunités d'emploi les plus intéressantes, les populations les mieux dotées en capital économique et culturel, et les opinions les plus favorables au multiculturalisme et aux flux migratoires. La première couronne de ces centres dynamiques profiterait encore de leur proximité, et avec elle les quartiers d'immigration et les « cités » bénéficiant de l'attention de la politique de la ville et des élites métropolitaines. En revanche, la deuxième couronne et le monde rural, c'est-à-dire le vaste ensemble des

¹ La « France périphérique » désignera ici l'agrégation du monde rural et du monde périurbain au sens de Christophe Guilluy.

² Voir notamment ses ouvrages : *Fractures françaises* (2010), *La France périphérique* (2014) et *Le Crépuscule de la France d'en haut* (2016).

« périphéries », seraient littéralement décrochés et parcourus d'un sentiment croissant d'abandon ou de délaissement.

Les travaux de C. Guilluy se situent à cet égard dans le prolongement des réflexions du géographe Jacques Lévy sur le « gradient d'urbanité³ », mais ils vont plus loin dans leurs conclusions politiques. La « France périphérique », qui rassemblerait, selon C. Guilluy, environ 60 % de la population nationale (dont les trois quarts issus des milieux populaires), serait le foyer d'une dynamique de « désaffiliation politique et culturelle⁴ » susceptible de rassembler une majorité de suffrages sur une offre de rupture. Or non seulement cette offre existe, mais elle enregistre de nombreux succès : le Front national. Mieux, nous serions arrivés, selon lui, à un « point de basculement » : « Si rien n'est fait », expliquait ainsi C. Guilluy en mars 2017, « Marine Le Pen ou un autre candidat contestant le modèle dominant sous une autre étiquette gagnera en 2022, si ce n'est en 2017⁵. » Et le géographe de prédire un affrontement politique au second tour de l'élection présidentielle de 2017 aux couleurs de la confrontation géographique qu'il dépeint de livre en livre⁶.

Le succès culturel et idéologique de cette théorie dépasse d'ores et déjà largement le cadre des milieux intellectuels : il a peu à peu déplacé la focale de l'inquiétude territoriale des quartiers d'immigration et des zones urbaines sensibles – qui avaient occupé l'essentiel des débats jusqu'au milieu des années 1990 – vers les grandes périphéries, qui concentrent davantage des couches populaires d'origine française ou d'immigration ancienne.

2.LE DÉMENTI DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2017

Cette lecture s'appuie sur des phénomènes peu contestables, et notamment sur la métropolisation croissante de l'économie. Des phénomènes qui ne sont d'ailleurs pas spécifiquement français. Aux États-Unis, la moitié de la croissance récente serait due aux

³ Voir par exemple : <https://www.espacestems.net/articles/vote-et-gradient-urbanite/> Pour une discussion critique de ses idées, voir par exemple : <https://www.espacestems.net/articles/vote-et-gradient-urbanite/> Et la réponse de Jacques Lévy : <http://www.laviedesidees.fr/Liens-faibles-choix-forts-les.html>

⁴ C. Guilluy, entretien au magazine *Causeur* : « En 2017 ou en 2022, la France périphérique fera basculer la présidentielle », 20 mars 2017, <https://www.causeur.fr/christophe-guilluy-macron-fn-fillon-143306>

⁵ Ibid.

⁶ Ibid. : « En cas de duel avec Marine Le Pen au second tour, on verra un clivage chimiquement pur : le haut contre le bas, les métropoles mondialisées contre la France périphérique, etc. »

métropoles⁷. En France, les grandes aires urbaines auraient même concentré 75 % de la croissance entre 2000 et 2010, selon l'OCDE⁸. Depuis la crise de 2008-2009, une grande partie des créations nettes d'emplois marchands (et même la quasi-totalité si l'on suit les analyses de Laurent Davezies) ont été localisées dans le cœur de quelques grandes agglomérations⁹. Une étude conduite par Terra Nova et Jobijoba, et construite sur un échantillon de 6 millions d'offres d'emploi, a montré également qu'en 2015, dans les quinze plus grandes aires urbaines françaises, les villes-centres ont concentré près de 60 % des offres d'emplois (52 % pour Paris en Ile-de-France¹⁰). Même si ces sujets font encore l'objet de controverses entre spécialistes¹¹, les effets d'agglomération semblent bel et bien jouer un rôle croissant dans notre économie.

Faut-il pour autant en conclure que cette mutation structure désormais les affrontements politiques ? On peut faire observer, tout d'abord, que la France « métropolisée » ne se résume pas à la population qui habite et vote dans le cœur des métropoles : de nombreux Français peuvent y travailler, voire y consommer, tout en résidant et en votant dans des territoires dits « périphériques » dont l'économie (notamment résidentielle) est, du même coup, plus ou moins « innervée » par cette dynamique¹². La France métropolitaine épouse une géographie, des flux et des formes de participation qui débordent très largement des limites topographiques des centres métropolitains *stricto sensu* et qui organisent une circulation des richesses et des ressources plus complexe qu'on ne l'imagine souvent. C'est pourquoi il peut être artificiel d'identifier parfaitement des comportements électoraux à des

⁷ Pour un point de vue synthétique voir E. Moretti, *The New Geography of Jobs*, 2012. Voir aussi Bill Bishop, *The Big Sort*, 2008.

⁸ Les références sont trop nombreuses pour être citées ici. Voir les sites des auteurs cités. Une bonne présentation des débats se trouve dans le numéro spécial territoires de la revue *L'Économie Politique* n° 68 d'octobre 2015 : « La nouvelle donne territoriale ».

⁹ Voir Laurent Davezies et Thierry Pech, « La nouvelle question territoriale », Terra Nova, septembre 2014, http://tnova.fr/system/contents/files/000/000/155/original/03092014_-_La_nouvelle_question_territoriale.pdf

¹⁰ « Le marché du travail dans les grandes aires urbaines en 2015 », Terra Nova, février 2016, http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/129/original/10022016_-_Le_marché_du_travail_dans_les_grandes_aires_urbaines_en_2015.pdf

¹¹ Certaines analyses récentes suggèrent que le dynamisme des centres-villes devrait être relativisé. Voir par exemple <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2128971>. Cette étude de l'INSEE sur le Grand Est s'interroge en fait sur le périmètre des « métropoles ». En Alsace, par exemple, la métropole strasbourgeoise regroupe en fait la quasi-totalité du département, si on considère le bassin de mobilité. Pour une lecture critique de la dynamique de métropolisation, on pourra aussi se reporter aux travaux d'Olivier Bouba-Olga.

¹² Le rayon moyen de dispersion des recherches d'emploi atteignait 30 km en Ile-de-France en 2015, 25 km dans l'agglomération rennaise, 23 km dans l'agglomération lyonnaise... Voir « Le marché du travail dans les grandes aires urbaines en 2015 », art. cité.

lieux de résidence, ou encore de résumer notre système spatial à l'écrasement des zones moins denses par les zones très denses.

Ensuite et surtout, l'analyse de la répartition géographique des suffrages en faveur des différents candidats au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 ne traduit pas une claire opposition entre centres et périphéries. Si l'on se concentre par exemple sur les votes Macron, Mélenchon et Le Pen, un premier constat s'impose : ces trois candidats font la plus grande partie de leurs voix dans le cœur des grandes aires urbaines (58 % pour Mélenchon et Macron et même 46 % pour Marine Le Pen). L'électorat de la candidate frontiste, souvent présenté comme un électorat concentré dans les territoires ruraux et les villes petites et moyennes, réside en réalité très largement dans les grandes aires urbaines : les villes petites et moyennes et les territoires ruraux ne représentent en effet que 21 % de la totalité des suffrages captés par Marine Le Pen.

Inversement, l'électorat du candidat En Marche !, volontiers présenté comme un vote de CSP+ de centre-ville et de grandes métropoles, est loin d'être absent des villes petites et moyennes et des territoires ruraux : ses scores dans ces derniers territoires (respectivement 22 % et 21 %) ne sont pas si éloignés de ceux qu'il réalise dans le cœur des grandes aires urbaines (26 %) et dans leur périphérie immédiate (22 %). Au global, les résultats électoraux exprimés en % des suffrages exprimés varient selon les territoires considérés, mais de façon beaucoup moins sensible qu'attendu. La géographie du vote met en lumière des écarts entre les candidats, mais de façon beaucoup plus discrète que ne le suggéraient les prophètes d'une « revanche des périphéries ».

Tableau 1

	MACRON			LE PEN			MELENCHON		
	VOIX	% EXPRIMÉS	% Voix MACRON	VOIX	% EXPRIMÉS	% Voix LE PEN	VOIX	% EXPRIMÉS	% Voix MELENCHON
Cœur Grandes aires urbaines	4 857 701	26%	58%	3 460 222	18%	46%	4 055 553	21%	58%
Périphérie Grandes aires urbaines	2 128 625	22%	25%	2 485 871	26%	33%	1 713 791	18%	25%
Villes Petites et Moyennes	610 356	22%	7%	646 212	23%	9%	505 534	18%	7%
Rural et grandes périphéries	810 668	21%	10%	998 418	25%	13%	681 805	17%	10%

Source : ministère de l'Intérieur, calculs Frédéric Gilli.

Au total, qu'elles soient positives ou négatives, les corrélations entre le vote et le type de territoire considéré suggèrent toutes une incidence modeste du clivage centre vs périphérie sur les comportements électoraux. Dans le cas du vote Macron, elles oscillent entre – 0,12 (monde rural et grandes périphéries) et + 0,18 (grande aire urbaine) ; dans le cas du vote Mélenchon, entre – 0,15 (périurbain) et + 0,15 (monde rural et grandes périphéries) ; dans le cas du vote Le Pen, entre – 0,13 (grandes aires urbaines) et + 0,15 (monde rural et grandes périphéries).

Tableau 2

	GRANDE AIRE URBAINE	VILLE MOYENNE OU PETITE	PÉRIURBAIN	PÉRIPHÉRIES ET RURAL	NORD-EST	SUD ET OUEST	IDF
MACRON	0,18	0,05	-0,01	-0,12	-0,29	0,26	0,07
LE PEN	-0,13	-0,04	0,14	-0,06	0,46	-0,43	-0,08
MELENCHON	0,00	0,00	-0,15	0,15	-0,17	0,16	0,03

Source : ministère de l'Intérieur, calculs Frédéric Gilli

Il existe cependant des variations géographiques un peu plus fortes, mais elles se distribuent plus par grandes régions que par type de territoires. Ainsi, si l'on considère les ensembles « Nord-Est » et « Sud-Ouest », les corrélations sont un peu plus marquées pour les électorats Macron et Le Pen. Cette polarisation peut être liée aux effets de la désindustrialisation. Mais ces grands ensembles géographiques traduisent également, sans surprise, une relative stabilité de la sociologie politique française : les contrastes entre Sud-Ouest et Sud-Est, par exemple, semblent épouser les lignes d'opposition traditionnelles entre la gauche et la droite et traduire la résistance ou l'inertie des clivages habituels.

Tableau 3

% Exprimés	Cœur des Grandes aires urbaines			Cœur des Villes Petites et Moyennes			Périurbain et couronnes			Rural et grandes périphéries		
	MACRON	LE PEN	MELENCHON	MACRON	LE PEN	MELENCHON	MACRON	LE PEN	MELENCHON	MACRON	LE PEN	MELENCHON
IdF	29%	13%	22%	20%	26%	17%	23%	24%	18%	18%	33%	14%
Nord Est	22%	26%	19%	20%	28%	17%	20%	30%	16%	18%	31%	14%
Sud Ouest	25%	21%	20%	23%	21%	19%	23%	23%	19%	22%	22%	19%

Source : ministère de l'Intérieur, calculs Frédéric Gilli

Attardons-nous sur le vote Macron en essayant de comparer les dimensions proprement territoriales (taille et situation des communes) et socio-économiques du vote (CSP, niveau de diplôme...). Première observation : le vote Macron est très peu corrélé au type de

territoire dans les catégories agriculteurs, commerçants, professions intermédiaires ou employés. Les principales variances observables se situent chez les ouvriers et les cadres et professions supérieures. C'est dans les communes appartenant à un grand pôle ou à la couronne d'un grand pôle que les écarts sont les plus marqués. Idem pour les non-diplômés et les bac+.

Ce tableau suggère en somme que la dimension socio-économique éclaire le comportement électoral surtout dans les grandes aires urbaines. À part chez les ouvriers (variance de - 0,11 à - 0,56 selon le type de territoire) et les non-diplômés (variance de - 0,13 à - 0,46), la dimension proprement territoriale reste peu éclairante.

Tableau 4

MACRON	nb d'emplois	CSP						diplôme				chômage	Médiane du niveau de vie
		Agriculteurs	Commerçants	Cadres et professions sup	Prof. int.	Employés	Ouvriers	Aucun diplôme	CAP/BEP	Bac	Bac+		
Commune appartenant à un grand pôle (10 000 emplois ou plus)	0,08	-0,11	-0,02	0,60	0,31	-0,38	-0,56	-0,46	-0,50	-0,24	0,63	-0,34	0,52
Commune appartenant à la couronne d'un grand pôle	0,22	-0,08	0,03	0,30	0,15	-0,11	-0,28	-0,25	-0,22	-0,03	0,35	-0,15	0,27
Commune multipolarisée des grandes aires urbaines	0,15	0,02	0,08	0,16	0,06	-0,03	-0,19	-0,17	-0,14	0,05	0,21	-0,09	0,13
Commune appartenant à un moyen pôle (5 000 à moins de 10 000 emplois)	0,09	0,12	0,07	0,22	0,21	-0,09	-0,25	-0,41	-0,19	0,21	0,37	-0,16	0,31
Commune appartenant à la couronne d'un moyen pôle	0,13	-0,02	0,07	0,03	0,08	0,04	-0,15	-0,21	-0,01	0,04	0,16	-0,11	0,10
Commune appartenant à un petit pôle (de 1 500 à moins de 5 000 emplois)	0,05	0,12	0,01	0,15	0,11	-0,07	-0,14	-0,28	-0,09	0,09	0,27	-0,23	0,19
Commune appartenant à la couronne d'un petit pôle	0,17	-0,05	0,13	0,21	0,05	-0,03	-0,18	-0,18	-0,05	0,05	0,17	-0,08	0,09
Autre commune multipolarisée	0,17	0,01	0,08	0,09	0,08	-0,01	-0,16	-0,18	-0,05	0,03	0,17	-0,06	0,07
Commune isolée hors influence des pôles	0,07	0,00	0,06	0,05	0,07	-0,01	-0,11	-0,13	-0,03	0,03	0,11	-0,05	-0,01

Source : ministère de l'Intérieur, calculs Frédéric Gilli

Le même type d'analyse sur le vote Le Pen conduit à des conclusions voisines, quoique inversées. Le vote Le Pen reste assez peu corrélé au type de territoire dans les catégories agriculteurs, commerçants, professions intermédiaires et employés. Chez les ouvriers, il varie (positivement) surtout dans les communes appartenant à un grand pôle ou à un pôle moyen. Et chez les cadres et professions supérieures, il varie (négativement cette fois-ci) surtout dans les communes appartenant à un grand pôle ou à la couronne d'un grand pôle. Quant au niveau de diplôme, il affecte (négativement) le vote Le Pen, mais dans une assez grande variété de territoires.

Tableau 5

LE PEN	nb d'emplois	CSP						diplôme				chômage	Médiane du niveau de vie
		Agriculteurs	Commerçants	Cadres et Prof. Sup	Prof. Int.	Employés	Ouvriers	Aucun Diplôme	CAP/BEP	Bac	Bac+		
Commune appartenant à un grand pôle (10 000 emplois ou plus)	-0,13	0,08	-0,04	-0,60	-0,22	0,33	0,56	0,34	0,55	0,25	-0,61	0,23	-0,50
Commune appartenant à la couronne d'un grand pôle	-0,17	-0,06	-0,09	-0,34	-0,13	0,17	0,34	0,32	0,24	0,01	-0,39	0,13	-0,30
Commune multipolarisée des grandes aires urbaines	-0,08	-0,16	-0,17	-0,15	-0,06	0,11	0,24	0,23	0,13	-0,05	-0,25	0,09	-0,10
Commune appartenant à un moyen pôle (5 000 à moins de 10 000 emplois)	-0,13	-0,14	-0,23	-0,27	-0,30	0,10	0,41	0,43	0,26	-0,16	-0,48	0,13	-0,30
Commune appartenant à la couronne d'un moyen pôle	-0,09	-0,10	-0,14	-0,10	-0,11	0,01	0,29	0,30	0,10	-0,08	-0,27	0,08	-0,06
Commune appartenant à un petit pôle (de 1 500 à moins de 5 000 emplois)	-0,04	-0,20	-0,20	-0,18	-0,17	0,06	0,32	0,37	0,16	-0,13	-0,39	0,27	-0,28
Commune appartenant à la couronne d'un petit pôle	-0,05	-0,01	-0,19	-0,27	-0,11	0,07	0,30	0,26	0,13	-0,11	-0,26	0,13	-0,04
Autre commune multipolarisée	-0,09	-0,18	-0,13	-0,13	-0,09	0,03	0,30	0,26	0,10	-0,10	-0,24	0,06	-0,03
Commune isolée hors influence des pôles	0,02	-0,13	-0,14	-0,09	-0,11	0,05	0,29	0,25	0,10	-0,08	-0,25	0,07	0,07

Source : ministère de l'Intérieur, calculs Frédéric Gilli

De fait, l'électorat d'Emmanuel Macron ne ressort pas spécifiquement comme un électorat de « bobos de centre-ville » : il fait des scores importants dans ces segments de la population, mais il reste élevé de façon assez homogène dans la plupart des autres territoires. De même, l'électorat de Marine Le Pen est étendu dans les périphéries mais il est beaucoup plus urbain qu'on ne l'a dit. En réalité, c'est bien dans ces différents territoires que se creusent les écarts entre les candidats, mais au moins autant en raison de leur composition sociologique qu'en raison de la typologie territoriale.

La théorie centre vs périphérie tend à attribuer à la géographie des clivages qui semblent organisés, en réalité, au moins autant voire davantage, par des dimensions socio-économiques.

3. LES CRITÈRES QUI ONT LE PLUS PESÉ SUR LE VOTE

Pour vérifier ces premières observations, nous avons essayé de comparer de façon plus agrégée l'incidence du facteur géographique avec différents facteurs sociodémographiques pour les quatre candidats arrivés en tête du premier tour de l'élection présidentielle. Pour ce faire, à partir de régressions linéaires, nous avons modélisé le score des quatre candidats arrivés en tête au premier tour de l'élection présidentielle en fonction des caractéristiques de la commune telles qu'indiquées par le recensement, sur les variables suivantes : sexe,

âge, niveau de diplôme, catégorie socioprofessionnelle, type de logement¹³. Cette méthode permet de déterminer quels sont, parmi ces critères, ceux qui pèsent le plus sur le vote. Le descriptif de la méthode utilisée et les résultats détaillés se trouvent en annexe de la présente étude (voir infra annexe 1).

De ce travail, il ressort qu'il n'y a pas d'incidence forte et spécifique du critère géographique sur les votes pour Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon. Ce critère ne ressort réellement que pour les votes en faveur de François Fillon et de Marine Le Pen. Ce premier constat relativise beaucoup l'explication du vote par la géographie.

Par ailleurs, on a observé les variations de l'erreur absolue moyenne de prévision du modèle quand on lui enlève une variable pour mesurer le caractère plus ou moins prédictif de la variable concernée. Par exemple, quand on retire la variable « âge » du modèle pour le vote Mélenchon, l'erreur absolue moyenne de prévision est de 1,72 alors qu'elle monte à 2,60 quand on lui enlève la variable « sexe ».

On a procédé de cette façon pour toutes les variables et pour chacun des votes. De cet exercice, il ressort que, fort logiquement, pour les votes Fillon et Le Pen, le type d'agglomération est la variable la plus importante (2,66 pour Fillon et 2,34 pour Le Pen), mais pas de façon écrasante : le critère du sexe pour le vote Fillon (2,60) et celui de l'âge pour le vote Le Pen (2,29) pèsent quasiment autant que le type d'agglomération.

Tableau 6

FILLON	Erreur absolue moyenne de prévision
Sans type de logement	1,86
Sans âge	2,25
Sans diplôme	2,26
Sans CSP	2,3
Sans sexe	2,6
Sans type d'agglomération	2,66

Source : ministère de l'Intérieur, Insee, calculs Terra Nova

¹³ Appartement vs maison individuelle.

Tableau 7

LE PEN	Erreur absolue moyenne de prévision
Sans sexe	1,94
Sans CSP	1,95
Sans diplôme	2,08
Sans type de logement	2,16
Sans âge	2,29
Sans type d'agglomération	2,34

Source : ministère de l'Intérieur, Insee, calculs Terra Nova

Pour les votes Mélenchon et Macron, en revanche, nous avons la confirmation que ce n'est pas du tout le cas : le critère géographique est même le critère le plus faible (1,57 pour Mélenchon et 1,47 pour Macron) ; il pèse moins par exemple que le type de logement (1,70 pour Mélenchon et 1,58 pour Macron) ou le diplôme (1,60 pour Mélenchon et 1,51 pour Macron). Concernant Emmanuel Macron, on note même une grande linéarité du vote selon les différents critères (les résultats pour chaque variable oscillent tous entre 1,47 et 1,58), preuve qu'il n'est ni un « vote de classe » ni un « vote de place », mais probablement plus un vote qui a surtout rassemblé ceux qui voulaient essayer autre chose.

Tableau 8

MÉLENCHON	Erreur absolue moyenne de prévision
Sans type d'agglomération	1,57
Sans CSP	1,59
Sans diplôme	1,6
Sans type de logement	1,7
Sans âge	1,72
Sans sexe	2,6

Source : ministère de l'Intérieur, Insee, calculs Terra Nova

Tableau 9

MACRON	Erreur absolue moyenne de prévision
Sans type d'agglomération	1,47
Sans sexe	1,5
Sans diplôme	1,51
Sans CSP	1,53
Sans âge	1,56
Sans type de logement	1,58

Source : ministère de l'Intérieur, Insee, calculs Terra Nova

4. LES PIÈGES DU « CARTOGRAPHISME »

Si la lecture géographique du vote fonctionne mal, c'est en partie parce que les fractures économiques et sociales qu'elle est censée organiser dans l'espace *traversent en réalité la plupart des territoires*, métropolitains ou non. La grande majorité des pauvres, immigrés ou non, vivent toujours dans les grandes villes. Par ailleurs, les mondes peu denses, ruraux ou ex-ruraux, ou les territoires de grandes périphéries sont beaucoup plus composites qu'on ne le dit souvent. Quelques vastes étendues, dans le Nord et l'Est principalement, sont globalement touchées par le déclin manufacturier et les effets dépressifs qu'il engendre. Mais la plupart des régions peu denses voient coexister des zones dynamiques et des zones déprimées¹⁴. Bref, la géographie ne peut rendre compte des comportements électoraux qu'à la condition d'être étroitement combinée à d'autres grilles de lecture et pondérée par d'autres facteurs, dont les dimensions socio-économiques, mais sans doute aussi des effets d'histoire politique locale.

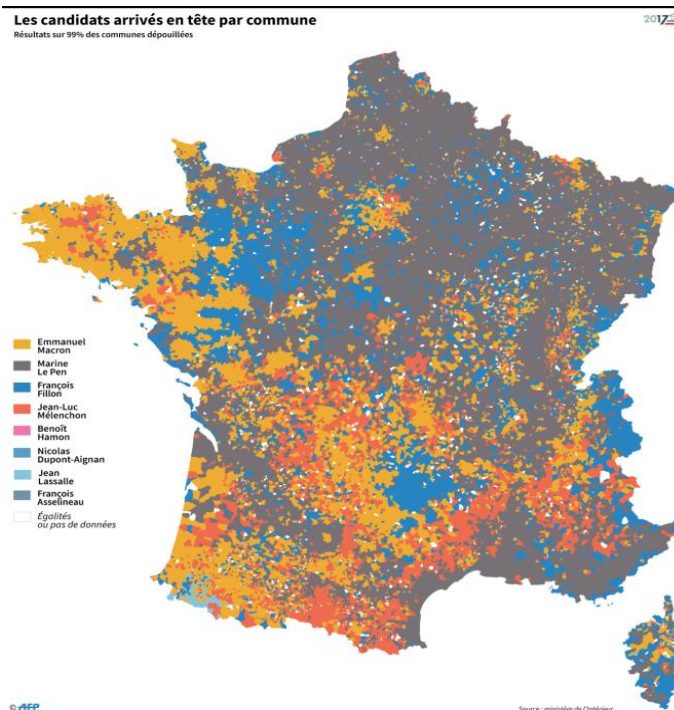
Le « cartographisme » masque souvent cette complexité¹⁵. À la recherche de visualisations frappantes et synthétiques, les médias diffusent régulièrement des cartes électorales assez trompeuses. Tout d'abord parce que, selon les échelles retenues, ces cartes peuvent

¹⁴Olivier Bouba-Olga cite (et développe) un certain nombre d'exemples dans ces domaines, notamment les cas de Figeac, Vitry, Issoire, Vire... Voir Olivier Bouba-Olga, *Dynamiques territoriales : Éloge de la diversité*, éditions Atlantique, 2017.

¹⁵ Voir notamment Pierre Veltz, « Fractures sociales, fractures territoriales », 20 février 2017, *Metis Europe*, http://www.metiseurope.eu/fractures-sociales-fractures-territoriales_fr_70_art_30504_p1_c1.html

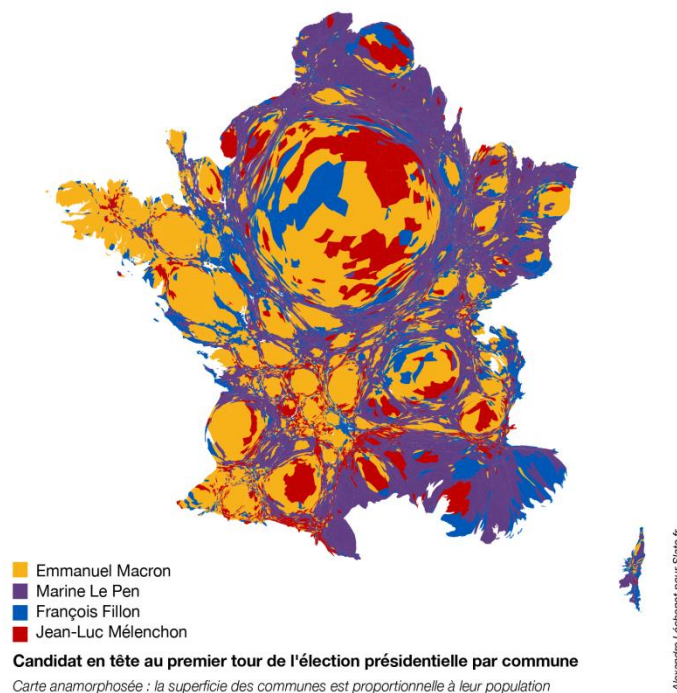
raconter des histoires très différentes. Ensuite parce que, en homogénéisant artificiellement des morceaux de territoire, elles masquent les hétérogénéités internes et suggèrent que les territoires sont des acteurs « substantiels » ; c'est le cas en particulier pour les grandes communes au cœur des agglomérations, qui montrent moins d'hétérogénéité apparente que le tissu des petites communes de banlieue qui les entourent. Ainsi, les cartes des taux de pauvreté font ressortir les zones peu denses, plus étendues, avec des taux moyens souvent supérieurs. Mais, ce faisant, elles font oublier que la majorité des pauvres, en masse absolue, se trouvent dans les zones denses !

De la même façon, la carte des communes où Marine Le Pen arrive en tête au premier tour de l'élection présidentielle peut produire un effet visuel particulièrement trompeur. La carte reproduite ci-dessous donne une idée de ce type d'illusions. Publiée sur le site d'Europe 1, elle inspire d'ailleurs un commentaire paradoxal au journaliste alors que le candidat En Marche ! vient d'arriver premier au premier tour : « Marine Le Pen semble l'emporter face à Emmanuel Macron ¹⁶ ».



¹⁶ <http://www.europe1.fr/politique/presidentielle-les-8-cartes-a-voir-pour-comprendre-le-premier-tour-3309440>

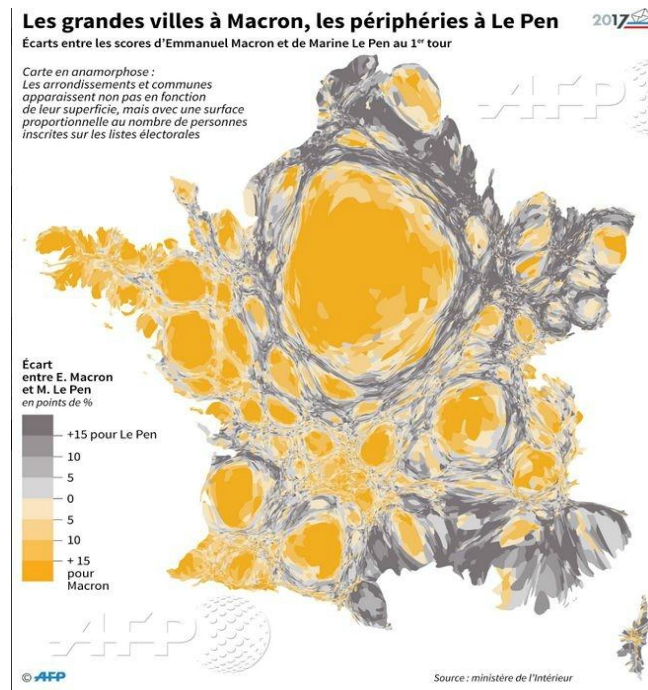
Le problème de cette carte, c'est qu'elle laisse dans l'ombre les rapports de force démographiques entre les communes : 18 300 communes sur environ 35 000 compose le « monde rural » mais n'abritent que 3,5 millions de Français sur plus de 66 millions... Il faut s'appuyer sur des cartogrammes plus sophistiqués pour restituer une partie de la complexité des rapports de force ; par exemple, en accordant à chaque commune une taille proportionnelle, non à sa superficie, mais à sa population. C'est ce que tentent de réaliser des anamorphoses comme celle de la carte suivante, publiée sur le site Slate.fr¹⁷ :



Mais cette anamorphose ne restitue qu'une partie de l'information. En se concentrant sur les candidats qui arrivent en tête, elle masque les scores des autres candidats qui peuvent être très voisins. Ce faisant, elle laisse dans l'ombre non seulement l'influence relative des autres composantes de l'offre politique mais aussi la réalité des rapports de force locaux (leur signification n'est pas du tout la même lorsque Macron arrive en tête devant Le Pen ou devant Mélenchon, par exemple). Ces biais sont d'autant plus dommageables que, lors de cette élection, les résultats ont traduit un certain éclatement (quatre candidats totalisaient entre 20 % et 25 % des suffrages exprimés) et que les deux candidats arrivés en tête (que ce soit à l'échelle de la région, du département ou de la commune) représentaient à eux deux le plus souvent moins de 33 % des inscrits. En se fondant sur les seuls écarts entre

¹⁷ <http://www.slate.fr/story/144490/cartes-candidat-premier-tour-presidentielle-commune>

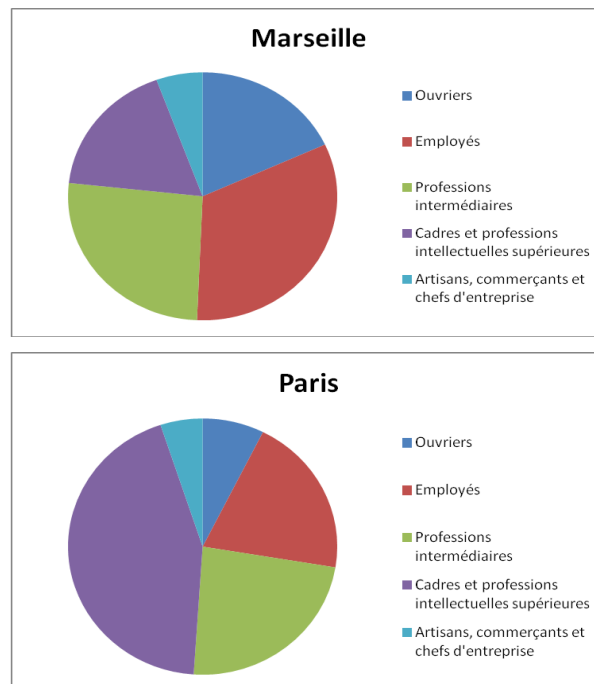
les deux candidats arrivés en tête au premier tour à l'échelle nationale, ce type d'anamorphoses peut d'ailleurs inspirer des commentaires du type centre vs périphérie, comme dans la légende de cette carte publiée par l'AFP :



Enfin, la focale cartographique tend à masquer d'autres déterminants, et notamment les déterminants socio-économiques et le niveau de qualification/diplôme. C'est pourtant la prise en compte de ces autres facteurs qui permettrait de comprendre pourquoi, alors que les centres des grandes agglomérations étaient censés lui être fortement favorables, Emmanuel Macron a enregistré de moins bons résultats à Marseille qu'à Paris. La métropole des Bouches-du-Rhône n'est pas moins « centrale » que Lyon ou Nantes, mais sa composition sociologique fait précisément exception à la composition sociologique moyenne des autres grandes villes-centres. Les populations modestes et peu qualifiées y sont en particulier beaucoup plus représentées qu'à Paris ou à Lyon. Inversement, la sociologie parisienne profite clairement à Emmanuel Macron qui atteint 35 % des suffrages exprimés au premier tour (contre 5 % pour Marine Le Pen). Quand on compare les deux centres métropolitains du point de vue du niveau de qualification de la population, le contraste est encore plus saisissant aux deux bouts de l'échelle : les sans-diplômes représentent 36,4 % de la population de 15 à 64 ans à Marseille contre 8,3 % à Paris ; et

les titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur long, 16,4 % à Marseille contre 44,1 % à Paris !

Graphique : composition de la population active de 15 ans à 64 ans par CSP à Marseille et Paris



Source : Insee

L'empreinte des dimensions socioprofessionnelles sur les comportements électoraux est d'ailleurs également sensible à l'échelle fine des quartiers et des bureaux de vote dans chacune des deux villes. Ainsi, à Paris, comme l'a montré Éric Agrikolianski, la géographie des résultats du 23 avril 2017 traduit aussi des distances socio-économiques, « d'un côté, les électeurs des quartiers populaires, bastions anciens de la gauche, notamment communiste, qui portent en 2017 majoritairement leurs voix sur J.-L. Mélenchon ; de l'autre, les catégories plus aisées, exerçant des professions supérieures et vivant dans les quartiers du centre de la capitale, où le PS réalisait de bons scores, tout comme les candidat.e-s écologistes ou comme F. Bayrou en 2012, qui soutiennent plus majoritairement en 2017 E. Macron¹⁸ ». La permanence de ces clivages dans une ville dont

¹⁸ Voir Éric Agrikolianski, « Paris, 23 avril 2017 : un renouveau des clivages socio-politiques ? », *Métropolitiques*, <http://www.metropolitiques.eu/Paris-23-avril-2017-un-renouveau.html>

la sociologie a pourtant beaucoup évolué depuis les années 1970 est naturellement favorisée par le poids des héritages, des identités politiques et des réseaux associatifs et militants locaux.

Le constat n'est pas très différent à Marseille où, selon Joël Gombin, « l'analyse des résultats de l'élection présidentielle montre à quel point les clivages politiques et leur spatialisation traduisent la force des ségrégations sociologiques qui traversent la ville. Les classes supérieures sont unies dans leur soutien à E. Macron et à F. Fillon (...). Dans le même temps, les classes populaires et moyennes inférieures sont traversées par un clivage démographique et politique, amenant à une compétition politique entre les partis de gauche et le Front national, sur fond d'abstention élevée¹⁹ ».

L'emprise des clivages socio-économiques locaux peut d'ailleurs avoir été aiguisée ou réveillée par l'exposition plus ou moins forte à la mondialisation. Ainsi s'expliqueraient peut-être les variations géographiques sensibles au niveau de quelques grandes régions – notamment dans le Nord et le Nord-Est – qui correspondent globalement à d'anciens territoires d'implantation manufacturière lourdement frappés par la concurrence internationale et la désindustrialisation depuis une vingtaine d'années au moins. Cette question est précisément l'objet de travaux de recherches qui ont tenté de trouver au niveau local une relation entre l'intensité de l'exposition à la compétition internationale (notamment aux importations en provenance des pays à bas salaires comme la Chine ou l'Inde) d'une part et, de l'autre, la propension à voter pour des offres politiques d'extrême droite. Cette hypothèse de travail est devenue particulièrement intéressante au moment où, comme en France dans les années 2000, les formations politiques d'extrême droite ont adopté un discours hostile à la mondialisation et au libre-échange et se sont tournées vers des positions protectionnistes et anti-européennes.

Pour la France, les travaux de Clément Malgouyres sont intéressants de ce point de vue²⁰. Suivant ceux de Autor et al. (2013) sur l'impact du commerce avec la Chine sur les territoires étasuniens, ils se concentrent sur les élections présidentielles de 1995 à 2012 et

19 Joël Gombin, « Marseille, une ville coupée en quatre », *Métropolitiques*, <http://www.metropolitiques.eu/Marseille-une-ville-coupee-en.html>

²⁰Clément Malgouyres, « Trade Shocks and Far-Right Voting: Evidence from French Presidential Elections » (mars 2017), Robert Schuman Centre for Advanced Studies Research Paper n° RSCAS 2017/21. <https://ssrn.com/abstract=2942173>

observent l'évolution du vote et de l'exposition aux importations en provenance de pays à bas salaires au niveau des cantons²¹. Pour neutraliser les biais liés aux fortes spécificités locales (comme le vote FN dans le Sud-Est, par exemple), il compare les évolutions entre les cantons d'un même département. Il conclut ainsi à une relation causale positive modeste mais significative. En moyenne, une hausse locale de 1 000 dollars des importations par travailleur entraînerait une augmentation de 0,4 point de pourcentage de la part des votes en faveur de l'extrême droite entre deux élections.

5. CONCLUSION

Gardons-nous cependant d'opposer à la tentation hégémonique de l'explication par un « vote de place » le trop simple retour à un « vote de classe » indifférent à la situation sur le territoire comme aux autres facteurs (héritages locaux, inertie des « identités politiques », poids des réseaux militants et associatifs, etc.) ou à un simple clivage gagnants vs perdants de la mondialisation. La difficulté est précisément d'articuler convenablement les différents facteurs. Et ce qui nous a sans doute le plus manqué ces dernières années, c'est le sens de la mesure. On est passé d'une situation où les analyses ignoraient tout des dimensions territoriales des phénomènes socio-économiques à l'excès inverse.

Jusqu'au milieu des années 2000, en effet, la seule dimension géographique convoquée était celle des « terres de gauche » ou des « terres de droite », puisant dans l'histoire (souvent ancienne) de la science politique. En partie sous l'effet des géographes, qui ont su défendre les apports de leur discipline, la lecture territoriale s'est invitée dans les débats. Le problème est que cette grille ne s'est pas invitée « au milieu » des autres mais « à la place », en concurrence avec les autres, notamment en raison de la structure des controverses scientifiques qui ont permis l'irruption des logiques territoriales au moment où les précédentes grilles n'arrivaient plus à produire de « systèmes de pensée totalisants » et des cadres d'action politique correspondants... On est ainsi passé d'analyses oubliant la géographie à des analyses poussant le géographisme à son maximum.

²¹ Voir D. H. Autor, D. Dorn and G. H. Hanson (2013), « The China Syndrome: Local Labor Market Effects of Import Competition in the United States », *American Economic Review*, 103, pp. 2121-2168.

Remarquons que ce retour de la géographie sous la forme d'une opposition binaire entre les métropoles et le reste du territoire doit aussi beaucoup au jeu institutionnel et politique. Il n'est pas sans rapport avec la réactivation récurrente du discours sur la France « oubliée » par les élus territoriaux, au Sénat ou ailleurs, et d'une « fronde anti-métropolitaine » aujourd'hui d'autant plus vive que les territoires apparaissent comme les vecteurs d'une possible régénération des partis traditionnels.

Si l'on veut faire preuve d'un peu de mesure, il ne faut ni congédier la géographie ni la placer sur un piédestal, mais l'intégrer comme une dimension des caractéristiques comportementales parmi d'autres et s'efforcer de fournir une compréhension plus fine des dynamiques qui parcourent notre territoire.

ANNEXE 1

NOTE SUR LE CALCUL DE L'IMPORTANCE DU CRITÈRE GÉOGRAPHIQUE DANS LE VOTE

Méthode

À partir de régressions linéaires, nous avons modélisé le score des quatre candidats arrivés en tête au premier tour de l'élection présidentielle en fonction des caractéristiques de la commune telles qu'indiquées par le recensement, sur les variables suivantes : sexe, âge, diplôme, CSP de l'individu, type de logement (appartement vs maison). Cela permet de déterminer quels sont, parmi ces critères, ceux qui pèsent le plus sur le vote.

Pour ce travail, nous n'avons retenu que les communes de métropole (le vote des autres territoires intégrant des logiques régionales fortes). Les données du recensement utilisées sont celles concernant la population totale dans chaque commune.

Nous avons aussi utilisé pour chaque commune la catégorie d'agglomération à laquelle elle appartient, en distinguant 9 strates :

- Commune rurale
- 2 000 à 4 999 habitants
- 5 000 à 9 999 habitants
- 10 000 à 19 999 habitants
- 20 000 à 49 999 habitants
- 50 000 à 99 999 habitants
- 100 000 à 199 999 habitants
- 200 000 habitants et plus
- Agglomération parisienne

NB : une commune de 50 habitants inscrite dans une agglomération, dans cette classification, apparaît dans la strate du nombre d'habitants de son agglomération.

Nous avons utilisé ce critère de type d'agglomération pour évaluer son poids sur le vote, au même titre que les critères sociologiques des communes.

Résultats

Des tests de spécifications nous ont montré que le modèle est meilleur si on modélise le logarithme du score et si on fait des modèles par type d'agglomération (le poids des différents critères dans le vote est calculé pour chaque type d'agglomération, indépendamment les uns des autres) plutôt qu'un modèle global (les calculs sont faits au niveau national et le type d'agglomération est traité comme une donnée au même titre que les autres). Pour tester cela, on calcule la qualité de prévision du modèle, à partir d'une validation croisée. On regarde l'erreur absolue moyenne de prévision.

	FILLON	MÉLENCHON	MACRON	LEPEN
Modèle par type d'agglomération	1,67	1,57	1,44	1,78
Modèle global	2,25	1,65	1,49	2,39

Source : ministère de l'Intérieur, Insee, calculs Terra Nova

Conclusion 1

Le modèle par type d'agglomération est, dans l'ensemble, plus prédictif que le modèle global. Mais la différence est significative uniquement pour les votes Fillon et Le Pen, ce qui relativise l'explication du vote par le critère géographique. En particulier, il n'explique pas les votes Macron ou Mélenchon, et l'idée de deux France qui seraient opposées géographiquement est clairement réductrice. Par ailleurs, si on travaille à partir du modèle global, que l'on enlève chaque variable une par une et que l'on regarde l'impact de ces soustractions sur la qualité de prévision du modèle, voici ce que l'on observe pour juger du lien entre les différents critères étudiés et le vote :

	FILLON
Sans type de logement	1,86
Sans âge	2,25
Sans diplôme	2,26
Sans CSP	2,30
Sans sexe	2,60
Sans type d'agglomération	2,66

Source : ministère de l'Intérieur, Insee, calculs Terra Nova

MÉLENCHON

Sans type d'agglomération	1,57
Sans CSP	1,59
Sans diplôme	1,60
Sans type de logement	1,70
Sans âge	1,72
Sans sexe	2,60

Source : ministère de l'Intérieur, Insee, calculs Terra Nova

MACRON

Sans type d'agglomération	1,47
Sans sexe	1,50
Sans diplôme	1,51
Sans CSP	1,53
Sans âge	1,56
Sans type de logement	1,58

Source : ministère de l'Intérieur, Insee, calculs Terra Nova

LE PEN

Sans sexe	1,94
Sans CSP	1,95
Sans diplôme	2,08
Sans type de logement	2,16
Sans âge	2,29
Sans type d'agglomération	2,34

Source : ministère de l'Intérieur, Insee, calculs Terra Nova

Note de lecture : si l'erreur absolue moyenne de prévision du modèle sans le sexe est supérieure à l'erreur absolue moyenne de prévision sans l'âge, cela veut dire que le sexe est plus prédictif que l'âge.

Conclusion 2

Cela confirme que pour les votes Fillon et Le Pen, le type d'agglomération est la variable la plus importante, mais également que pour le vote Fillon, le sexe pèse quasiment autant, l'écart entre les deux critères n'étant pas significatif. De même pour le vote Le Pen, l'âge pèse lui aussi quasiment autant. Pour les votes Mélenchon et Macron, en revanche, nous avons la confirmation que ce n'est pas le cas : le type d'agglomération est même le critère le plus bas.

Concernant Emmanuel Macron, on note d'ailleurs la grande linéarité du vote en sa faveur selon les différents critères, preuve qu'il n'est pas un « vote de classe » mais probablement davantage un vote qui a rassemblé tous ceux qui voulaient essayer autre chose.

ANNEXE 2

APERÇU SUR LES CAS AMÉRICAIN ET BRITANNIQUE

Dans le cas américain, de nombreux travaux de recherches ont montré que la divergence s'est fortement accentuée entre les métropoles (côtières notamment) et le reste du pays. Le fossé est notamment très net du point de vue du niveau de formation : les proportions d'habitants disposant d'un diplôme post-bac, qui oscillaient entre plus ou moins 10 % autour des moyennes nationales selon le type de territoires, s'écartent à présent de 20 % ou 25 %.

A priori, les cartes électorales issues de l'élection présidentielle de 2016 ont reflété cette dissociation : les territoires pro-Clinton dessinent un archipel de grandes villes ; les territoires pro-Trump, un vaste continuum de zones peu denses²². Les votes pro-Trump culminent par ailleurs en pourcentage dans les anciens territoires industriels dévastés par la crise. La presse mondiale a du même coup attribué la victoire de Trump à ces perdants de la mondialisation, d'autant plus que les thèmes soulignés par le candidat tournaient autour du déclin de l'industrie manufacturière.

Mais le tableau s'éclaire de façon assez différente lorsqu'on change d'autres lunettes. Le vote Trump est avant tout, massivement, un vote « blanc » au sens américain du terme : 58 % des Blancs ont voté Trump, toutes catégories confondues. Trump n'est pas non plus le « candidat des pauvres » que la presse internationale a souvent prétendu. Les personnes à revenus modestes ont en effet voté massivement démocrate : chez ceux qui gagnent moins de 30 000 dollars par an, le candidat républicain n'a obtenu que 41 % des suffrages exprimés. Il reprend en revanche l'avantage chez ceux qui gagnent autour de 50 000 dollars et plus, y compris les très hauts revenus.

Au total, les ouvriers blancs de la *Rust Belt* ont bien donné un avantage à Donald Trump, et cette préférence a été d'autant plus déterminante qu'ils étaient nombreux dans les *swing states*, qui ont fait basculer la décision en raison du système électoral américain. Mais ce ne sont pas eux qui ont décidé de l'issue globale de l'élection. Celle-ci a été marquée par une coalition beaucoup plus large des classes moyennes et aisées blanches réparties sur l'ensemble du territoire.

²²Édition du *New York Times* du 16 novembre 2016.

Observons à présent les choses à la lumière d'un autre critère : le niveau d'éducation. Lorsqu'on regarde les territoires où se concentrent les plus diplômés et les moins diplômés, l'écart est massif. Dans les 50 comtés²³ les plus éduqués du pays, avec des pourcentages de titulaires de « *college degree* » allant de 46 % à 72 %, Clinton a écrasé le vote, améliorant même le score d'Obama en 2012 de 8,5 points ! Inversement, dans les 50 comtés les moins éduqués (entre 9 % et 14 % de « *college degree* »), la candidate démocrate a fait 30 % moins bien en moyenne que Trump, perdant 11 points sur Obama en 2012. Ces écarts aux extrêmes sont bien sûr illustratifs de l'ampleur des ruptures qui parcourent la société américaine. Mais le résultat d'ensemble ne s'explique que par des effets de masse beaucoup plus diffus.

Dans le cas du référendum sur le Brexit, les cartes sont également frappantes. En dehors de l'Écosse et de l'Irlande du Nord, où les comportements électoraux ont obéi à des logiques politiques spécifiques, les votes ont opposé, non pas les centres et les périphéries, mais beaucoup plus radicalement la région londonienne, championne absolue du « *remain* » (en dehors de quelques zones pauvres de l'estuaire de la Tamise), au reste du pays. En dehors de la région capitale, seuls quelques cœurs de métropoles (Manchester, Liverpool) ont donné une étroite avance au « *remain* ». La deuxième ville du pays (Birmingham) a voté pour la sortie, comme toutes les agglomérations ouvrières, y compris les plus soutenues par l'Union européenne !

De fait, la domination de Londres est écrasante, et la stratégie globale de ses dirigeants, comme de ceux de l'État britannique en général, est perçue comme indifférente aux vieilles régions manufacturières. 70 % des emplois nouveaux créés au Royaume-Uni depuis 2008 l'ont été dans la métropole du Sud-Est. Londres fonctionne déjà plus ou moins comme une cité-État, une sorte de « Singapour sur Tamise ». Et la tentation est forte de renforcer cette stratégie séparatiste de facto, par exemple en baissant encore la fiscalité sur les entreprises, ce qui aurait comme conséquence d'aggraver la situation globale du pays. Le « *global Britain* » dont parle Teresa May est d'abord un « *global London* ».

²³Pris dans la liste des 981 comtés regroupant plus de 50 000 habitants. Voir Nate Silver, FiveThirtyEight.com, 22 novembre 2016.

